

## SOMMAIRE

### Page 1

Au bonheur de l'industrie.  
Quels projets industriels ?

### Page 2

La bataille du sur-mesure.  
La fondation Insa Rouen Normandie.

### Page 3

112 000 recrutements en Normandie.  
Dieppe ouvre le bal.

### Page 4

KPSUL sur le campus de l'espace.  
Brèves.

## Quels projets industriels ?

Lors de la conférence des Territoires d'industrie, plusieurs élus de l'Axe-Seine (comme Frédéric Sanchez) ont réclamé l'appui de l'État pour faciliter l'implantation d'une usine de fabrication de batteries sur les bords de la Seine, dans le cadre d'un accord franco-allemand.

- Pour eux, c'est un dossier stratégique pour préparer et conforter la filière automobile du futur et réduire les pertes d'emploi liées au passage de Cléon au tout électrique.

- "Dans cette perspective, il nous faut rapidement un terrain de 100 ha", a précisé Virginie Carolo.

À savoir : un autre grand projet industriel a été cité : la construction d'une unité de production d'hydrogène sur le site de la centrale nucléaire de Penly. EDF est à la manœuvre, Alban Verbeke, son délégué régional, a été très présent auprès des ministres le 30 avril.

## Miss "Territoires d'industrie".

L'autre jour, Hervé Morin et les trois ministres ont tous félicité Virginie Carolo de son engagement au service des Territoires d'industrie. C'était du "Virginie par ci" et du "Virginie par là".

- En 6 mois, l'élue-référente de l'Axe Seine est devenue la "Miss Territoires d'industrie" de Normandie ; une position incontournable.

## Au bonheur de l'industrie.

### • Trois ministres autour d'Hervé Morin.

Le 30 avril à Rouen, pas moins de trois ministres (oui, trois ministres !) sont venus saluer l'action d'Hervé Morin en faveur des "Territoires d'industrie". Il en existe 10 en Normandie, c'est beaucoup, "nous sommes la première région industrielle de France" rappelle le président.

- Le 30 avril, tous les acteurs publics et privés desdits territoires ont été invités à participer à cette conférence régionale des "TI". Ils sont venus nombreux. Une occasion de signer les premiers protocoles d'accord "État-Région-EPIC" avec les territoires les plus avancés ("Axe Seine", "Côte d'Albâtre", "Pays de l'Aigle" et "Collines de Normandie"), "maintenant, les autres doivent se manifester" a dit Hervé Morin.

Commentaire : pour le président, l'opération est un succès en termes d'image. Au centre de la tribune, il est entouré de Jacqueline Gourault, Sébastien Lecornu et Agnès Pannier-Runacher. Dans un coin, Pierre-André Durand, le nouveau préfet de région, reste silencieux. En bon chef d'orchestre, Hervé Morin donne la parole aux élus, tacle l'État quand il le peut... ici, c'est lui le patron. Au bonheur d'Hervé Morin !

### • Tout le monde était content.

Rappelons que Territoires d'industrie est une démarche de reconquête industrielle, lancée par l'État, mais confiée aux Régions, dont l'ambition est de coordonner l'action de tous les pouvoirs publics en faveur de l'industrie, au plus près du terrain, en réponse aux besoins exprimés par les entreprises. "Ce sont les tuyauteries administratives qui doivent s'adapter aux projets et non les projets aux tuyauteries", rappelle Hervé Morin, "il faut supprimer les doublons État/Région" ajoute Jacqueline Gourault, "nous pouvons compacter les procédures pour gagner du temps" confirme Agnès Pannier-Runacher. De fait, il y a beaucoup à faire.

- Le 30 avril, tout le monde était content, content d'être là, content de rappeler l'importance de l'attractivité des métiers et des territoires, d'une offre de formation adaptée à chaque écosystème, de la simplification des procédures administratives : "allons-y !"

- D'où la répétition des bonnes intentions ; difficile de ne pas être d'accord ; sur la photo-souvenir, tous les signataires des premiers protocoles étaient souriants : ça fait plaisir.

Mon commentaire : oui, mais après ? Quelles sont les solutions concrètes à mettre en oeuvre dans chaque territoire ? Quelle est la valeur ajoutée de la démarche pour les entreprises industrielles ? Ici, les réponses de la conférence régionale n'ont pas été convaincantes. "Ça va venir, il faut être patient", s'excuse ce représentant de l'État. Le 30 avril, on s'est contenté de célébrer une démarche vertueuse dans ses principes ; on s'est autocongratulé sur le thème "vous allez voir ce que vous allez voir", les discours étaient sucrés et fondants comme de la barbe à papa. Au bonheur de l'industrie !

### Dernière minute : S. Lecornu.

Au départ, la conférence régionale des Territoires d'industrie devait se tenir avec deux ministres seulement : Jacqueline Gourault et Agnès Pannier-Runacher. Mais Sébastien Lecornu s'est invité au dernier moment.

- Avait-il quelque chose d'important à dire ? Pas vraiment, puisqu'il a refusé de prendre la parole, en qualité de ministre des collectivités locales, lorsque Hervé Morin s'est tourné vers lui.

- Sébastien Lecornu a préféré rappeler qu'il était toujours le président de l'EPFN (l'Établissement public foncier de Normandie) et que l'ingénierie de son établissement était à la disposition des territoires d'industrie ruraux de la région, notamment pour la reconversion des friches industrielles. C'est bien.

*Mon commentaire : en réalité, Sébastien Lecornu est venu rappeler qu'il est toujours là et bien là, que la Normandie est son territoire politique et qu'Hervé Morin n'est pas le seul maître à bord.*

### Le centre de Monsieur Weiss.

En inaugurant les nouveaux locaux du Centre de Gestion de la Seine-Maritime (3 000 m<sup>2</sup> sur trois niveaux, zone de la Ronce à Isneauville au nord de Rouen), le président Jean-Claude Weiss a surtout voulu rappeler l'importance de la mission de conseil et d'expertise en ressources humaines, exercée par tous les CdG, auprès des collectivités locales.

- De fait, la montée en puissance des intercommunalités et les évolutions institutionnelles et statutaires attendues du projet de loi de transformation de la fonction publique obligent tous les élus employeurs à repenser, dans la durée, la gestion de leurs équipes.

- Mais force est de constater, ici comme ailleurs, qu'ils ne sont pas toujours bien armés pour assumer cette responsabilité stratégique, face à des attentes "qualité" de plus en plus grandes de la part des habitants.

- Gestion des carrières, emploi, handicap, santé et prévention des risques, le CdG est ici un centre de ressources à "revisiter".

*Rappel : le CdG 76 est aussi le centre coordonnateur des CdG normands.*

### • Quelles actions concrètes ?

Quand Hervé Morin demande aux élus de décrire leurs premières actions de terrain en faveur de l'industrie, ils sont un peu embarrassés pour lui répondre.

- "C'est un peu tôt, dit Jean Sellier pour "Pays de l'Aigle", *mais on va lancer une étude sur notre écosystème*". Il parle aussi de la création d'une plateforme "emploi", avant de répéter les grands objectifs de la démarche.

- "Nous, on veut créer un guichet unique d'aide à l'implantation", répond Yves Goasdoué pour "Collines de Normandie", avant de répéter, lui aussi, les grands objectifs.

*Question : a-t-on vraiment besoin des Territoires d'Industrie pour mener ces opérations-là ? Si c'est le cas, la montagne accouchera d'une souris.*

### • La bataille du "sur-mesure".

En réalité, la vraie bataille des "Territoires d'industrie" est celle de l'évolution des comportements de la technocratie administrative. "On attend de l'État des services sur-mesure", insiste Virginie Carolo, l'élue référente de l'Axe-Seine. Elle répète à sa façon ce qu'Hervé Morin a déjà dit : "ce sont les tuyauteries qui doivent s'adapter aux projets". C'est là que va se jouer la crédibilité des Territoires d'industrie : "l'État ne veut pas vous mettre les bâtons dans les roues", renchérit Jacqueline Gourault.

- "Ce n'est pas gagné" pensent beaucoup d'industriels qui dénoncent l'empilement des procédures, la longueur des délais d'instruction, les complexités inutiles. Pas facile de passer du "c'est pas possible" au "pourquoi pas".

- Le 30 avril, Hervé Morin s'est alors tourné vers Pierre-André Durand : "Monsieur le préfet de Région, lui commande-t-il, vous allez mettre à notre disposition un collaborateur dédié, chargé de nous aider à simplifier les procédures, notamment pour l'aménagement de nos futures zones d'activité. Il pourra aussi étudier ce qui se fait ailleurs pour nous faire bénéficier des dérogations obtenues par d'autres territoires. Je vous propose de nous retrouver en septembre pour faire le point sur les simplifications possibles et le compactage des procédures..."

- "C'est possible" a murmuré Pierre André Durand, gêné d'apparaître, aux yeux de l'assemblée, comme un simple instrument aux mains du président Morin. Il précise toutefois que tout ne sera pas possible en matière de simplification, notamment en matière de "sécurité" et de "terres agricoles".

### Et pendant ce temps-là...

#### • Positif : bientôt, la fondation INSA Rouen Normandie.

Directeur général de l'INSA Rouen Normandie, Mourad Boukhalfa veut renforcer les relations entre son école et les grandes filières économiques de la région en créant la Fondation INSA Rouen Normandie.

- Les premiers contacts sont en cours avec les entreprises intéressées. Ce sont celles qui préparent leur propre développement en confortant l'ingénierie régionale (innovations pédagogiques, montée en compétence, façonnage des futurs talents...) tout en accroissant l'attractivité du territoire et son rayonnement national et international. Objectif des mécènes-fondateurs : participer à la définition de la stratégie de l'école afin de coproduire un pôle de formation et de recherche d'excellence, notamment dans les grands domaines industriels, dont ils bénéficieront des retombées positives.

- La Fondation INSA Rouen Normandie est aussi une réponse à la demande de formation "connectée au terrain" demandée par tous les Territoires d'industrie (voir ci-dessus). Avec 2 000 étudiants, l'INSA est la première école d'ingénieurs de Normandie, elle fait partie du réseau des 6 INSA du pays.

*À savoir : pour la Fondation, Stéphanie Petit, directrice des relations entreprises, est à la manœuvre, aux côtés de Mourad Boukhalfa. Un mail pour la contacter : stephanie.petit@insa-rouen.fr.*

## Gilles Treuil à la CCI Normandie.

Comme prévu, Gilles Treuil a été élu président de la CCI Normandie, en remplacement de Vianney de Chalus, démissionnaire.

- Sa tâche ne sera pas facile puisque le réseau consulaire doit s'adapter à la très importante réduction de ses moyens financiers organisée par Bercy, obligeant du même coup, les 5 CCI territoriales à se recentrer sur elles-mêmes, pour fonctionner "en centres de profit", de façon plus efficace, autonome et économe, en commercialisant une grande partie de leurs prestations aux entreprises locales.
- On le voit, les risques de "dissociation" sont importants. Et ceci d'autant plus que les CCI de Rouen, du Havre et de Caen sont "aspirées" par les dynamiques métropolitaines de leurs circonscriptions, alors que celles de Cherbourg-Saint-Lô-Flers et d'Evreux-Alençon sont des "sous-ensembles flous" à la légitimité territoriale moins solide.
- Gilles Treuil va se battre pour maintenir et renforcer l'unité du réseau, au service des entreprises et des territoires ; comme le disait déjà Vianney de Chalus : "il faut jouer collectif". Pour ce faire, il compte amplifier le travail avec les institutions, l'ADN, les syndicats patronaux, les branches professionnelles, "pour faire avec".

Mon commentaire : Quelle est la valeur ajoutée de la CCI régionale dans le débat public sur l'avenir de la région ? On attend que Gilles Treuil réponde à cette question. Sera-t-elle un "outil de back-office" au service des "5 territoriales" ou une force de propositions au service des acteurs publics ? La réponse sera fonction du repositionnement de la CCI Normandie au cœur du triangle "État/Région/Entreprises". À suivre.

## JL Dupont quitte le SDIS 14

L'affaire n'a pas été facile, notamment avec la fermeture de plusieurs casernes. Mais Jean-Léonce Dupont estime que l'action de restructuration du SDIS 14, qu'il présidait depuis 8 ans, est maintenant achevée et qu'une nouvelle page est à écrire.

- Dans cette perspective, il vient de passer le relai à Xavier Charles, conseiller départemental de Mézidon-Canon.

## Enquête BMO 2019

### 112 000 recrutements prévus en Normandie.

Comme chaque année, depuis 18 ans, Pôle Emploi a réalisé, avec le concours du CREDOC, une enquête sur les "Besoins en main-d'œuvre" en Normandie. Plus de 22 500 établissements ont répondu au questionnaire, c'est un panel représentatif ; les résultats font apparaître que 112 000 embauches sont prévues en 2019.

- Ce chiffre est encourageant. Les projets de recrutement progressent rapidement (+21%), une progression qui confirme et amplifie celle des deux années précédentes ; les dirigeants normands sont plus optimistes ; c'est la confiance retrouvée en l'avenir.

Mon commentaire : la Normandie n'est pas une exception. Notons, par exemple, que les projets de recrutement de la région Bretagne (qui est d'une taille à peu près comparable) sont plus importants puisqu'ils s'élèvent à 132 000.

#### • Les grands enseignements.

Cette année, tous les indicateurs sont bien orientés :

- 25,7% des établissements envisagent de recruter au moins un salarié au cours de l'année, c'est mieux qu'en 2018.
- Les grands établissements prévoient davantage de recrutements : 48 150, soit 43% des projets contre 33,8% au niveau national.
- 40 360 projets sont envisagés dans les établissements de 10 à 50 salariés, une progression de 21% par rapport à 2018.
- Enfin, les TPE prévoient près de 37 000 embauches en 2019, +13,2% par rapport à 2018. Ils représentent 33% des intentions régionales, contre 42,4% au niveau national.

À noter : toutes les catégories d'entreprise font le pari de l'emploi ; les entreprises industrielles sont toutefois les plus "prudentes".

#### • Les dynamiques territoriales

Comme l'an dernier, trois projets de recrutement sur 10 sont localisés dans les bassins de Rouen ou de Caen.

- Ils sont en progression de 23,6% dans le bassin de Caen et de 22,8% dans celui de Rouen. Les deux métropoles sont les moteurs les plus puissants de la région : 34 150 intentions d'embauche en 2019.
- L'augmentation est aussi importante dans quasiment l'ensemble des bas-

## Et pendant ce temps-là...

#### • Cœur de ville : Dieppe ouvre le bal.

Lancé fin 2017 par Édouard Philippe, le dispositif "Action Cœur de Ville" entre dans sa phase opérationnelle. Les 12 villes normandes lauréates avaient en effet 18 mois, à compter de la signature de leur convention-cadre, pour établir leur programme d'intervention (il s'agit de la liste des opérations à réaliser), en accord avec les nombreux partenaires associés : la Banque des Territoires, Action Logement, l'ANAH, mais aussi les Départements (sauf l'Orne), l'EPF Normandie, l'ANRU (pour Lisieux et Argentan), des bailleurs sociaux et quelques autres encore. Mais beaucoup d'élus ont passé la surmultipliée.

- C'est le cas de Nicolas Langlois, le maire de Dieppe qui vient d'engager le déploiement de sa stratégie de revitalisation. Pas moins de 90 actions concrètes seront ainsi menées dans le centre-ville pour un montant total d'environ 41 M€. L'opération vient d'être validée par l'État ; Dieppe est la 1<sup>re</sup> collectivité à se lancer, d'autres vont suivre, Fécamp, par exemple, avance rapidement.

À noter : quatre collectivités (Argentan, Évreux, Louviers et Vernon) ont décidé de transformer leur convention-cadre "Action Cœur de Ville" en convention d'ORT (Opération de revitalisation du territoire) pour se "faciliter la vie" en bénéficiant de nouveaux avantages fiscaux et juridiques.

## Le centre de gravité de NEOMA.

Classée dans le Top 10 des écoles de commerce françaises, NEOMA Business School joue sa "nouvelle carte parisienne" en procédant à l'acquisition d'un nouveau campus dans la capitale.

- "Ce nouveau site complètera les implantations historiques de Rouen et de Reims, explique Delphine Manseau, la directrice générale, il remplacera le campus actuel du 9<sup>e</sup> arrondissement". Après travaux, le nouveau campus de 6 500 m<sup>2</sup> pourra accueillir 1 500 étudiants à l'horizon 2021.
- L'acquisition s'élève à 64 M€, elle est financée par les Caisses d'Épargne de Grand Est Europe et de Normandie, ainsi que par le Crédit Coopératif.
- Cette opération s'inscrit dans un programme global d'investissement de 300 M€ sur 5 ans, annoncé à l'automne dernier qui prévoit aussi la reconstruction ou le déplacement des campus de Reims et de Rouen.

*Mon commentaire : entre Rouen et Reims, Paris va devenir de plus en plus le centre de gravité naturel de NEOMA Business School : c'est l'effet nouveau campus.*



### Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

**La CHRONIQUE**  
de Normandie

Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

#### Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

#### Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

#### Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 250 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

#### Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

sins de la région, de façon toutefois un peu moins marquée dans les bassins de Fécamp, Évreux, Gisors et Le Havre.

*Mon commentaire : cette enquête confirme l'analyse de la situation de l'emploi faite fin 2018. Le taux de chômage normand s'élève à 8,7%, il est au plus bas depuis 10 ans, tous les départements connaissent une amélioration, elle est très forte dans le sud Manche, elle est beaucoup plus faible au Havre.*

#### • Santé et action sociale.

La hausse des intentions d'embauche concerne tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'industrie manufacturière.

- Le secteur des services aux particuliers est le plus demandeur : 47 600 projets en hausse de 30%. Le secteur "santé humaine et action sociale" est le plus dynamique et redevient ainsi le premier pôle de recrutement de la région.
- Le nombre de projets augmente aussi fortement dans la construction.
- En revanche, les prévisions pour l'industrie restent quasiment stables : ses métiers n'attirent pas les jeunes, il y existe aussi des déficits de compétence dans certains domaines comme la maintenance.

*Commentaire n°1 : on le voit, la part des services non marchands est prépondérante dans les intentions exprimées. Les métiers qui recrutent le plus sont "agents d'entretien de locaux", "aides à domicile et aides ménagères", "aides-soignantes". Qui les financera ? Là est la question.*

*Commentaire n°2 : beaucoup de chefs d'entreprise pensent que leurs projets de recrutement seront difficiles à réaliser, faute de compétences ou faute de candidats. Cela concerne près de 56 000 embauches potentielles. Le secteur de la construction est celui où les difficultés exprimées sont les plus importantes et, répétons-le, dans l'industrie aussi.*

### Il ne lâche rien.

## KPSUL, un nouvel outil pour le campus de l'Espace.

La réussite du Campus de l'Espace de Vernon (27) est l'un de ses objectifs, Sébastien Lecornu ne lâche rien. Il vient de signer avec Jean-Michel Costasèque, président de la CCI de Normandie, un accord de partenariat pour ouvrir "KPSUL", une pépinière d'entreprises sur le site.

Cet incubateur 4.0 est domicilié dans l'Hôtel d'entreprises qui vient d'être inauguré ; KPSUL s'appuie sur la BPI et l'ADN. À suivre...

### Et pendant ce temps-là...

#### • Joaquim Pueyo : le retour.

L'ancien maire d'Alençon, aujourd'hui député, vient de franchir une nouvelle étape pour revenir aux municipales. Il rejoint "Ensemble Alençon 2020", un collectif peuplé d'amis qui pensent que "son expérience est indispensable". On s'en doute, Emmanuel Darcissac, maire de la ville depuis 2017, fait la grimace.

#### • Éric Macé : le départ.

Maire de Falaise depuis 2005 (il avait succédé à Claude Leteurtre devenu député), Éric Macé, 64 ans, ne se représentera pas en 2020. Il va soutenir la jeune Clara Dewaële-Canouel, actuellement maire de Crocy, qui veut se repositionner à Falaise.

*À noter : si elle gagne, elle pourrait briguer la présidence de la communauté de communes de Falaise que Claude Leteurtre, 78 ans, devrait abandonner.*

#### • Djoudé Mérabet : message subliminal.

Le maire d'Elbeuf aimerait que sa ville soit mieux prise en compte dans les politiques de la Métropole Rouen Normandie. Ce serait le cas si son ami Laurent Bonnaterre, maire de Caudebec-lès-Elbeuf, était appelé à prendre d'autres responsabilités métropolitaines dans l'hypothèse d'un départ de Frédéric Sanchez, cet été.